

# TUNISIE

## VIVE L'INTIFADA POPULAIRE !



Interventions du meeting de soutien avec le peuple tunisien  
organisé par l'AGEN le 20 janvier 2010 à l'Université de Nanterre

Témoignage de Yazid, présent à Tunis du 7 au 16 janvier 2011

ASSOCIATION GENERALE

## DES ETUDIANTS DE NANTERRE



**Intervention  
de l'AGEN  
pour le débat sur la  
Tunisie le 20 janvier  
2011 Université de  
Nanterre**

**Vive la lutte du peuple tunisien !**

**Vive la solidarité Internationale avec le  
peuple tunisien et les peuples opprimés !**

**Gloire aux martyrs tunisiens tombés pour  
la liberté !**

*Notre objectif aujourd'hui est de donner la parole à des camarades tunisiens, pour entendre la voix de ceux qui luttent et comprendre la situation politique révolutionnaire que vit la Tunisie ; notre objectif c'est aussi de comprendre les racines du mouvement populaire, les enjeux internationaux notamment pour le capitalisme mondial et donc aussi pour l'impérialisme français. Nous pourrions ainsi, espérons-le, mieux construire la solidarité.*

*Avant de laisser la parole à nos amis et camarades tunisiens nous voudrions insister sur trois aspects : la force internationale du soulèvement, l'implication de l'impérialisme et les défis actuels*

## 1. Nous saluons le mouvement révolutionnaire contre le régime mafieux de Ben Ali et contre le néocolonialisme et l'impérialisme !

Dans cette université, il y a dix ans, résonnait la voix du compagnon de lutte de Franz Fanon, l'avocat indépendantiste antillais Maître Marcel Manville qui répétait inlassablement : « **Aucun peuple n'est mûr pour la servitude** » ou encore « **il n'y a pas de petit peuple** »

Le même phénomène s'est produit pour les régimes du Maghreb. Les idées de Manville résonnent aujourd'hui et peuvent s'appliquer au soulèvement que connaît la Tunisie. Nous avons entendu des centaines de fois des phrases défaitistes du type « la Tunisie est un petit pays », ou encore pire « dans ces pays (sous-entendu dans les pays arabes) ce serait ingouvernable avec la démocratie ».

Le soulèvement du peuple tunisien a balayé cet état d'esprit. Aucun peuple n'est mûr pour la servitude. Aux Antilles le colonialisme a changé de forme depuis 1946. Au Maghreb, on est passé du colonialisme au néocolonialisme. Manville voulait transmettre le flambeau de la lutte. D'abord, à ces jeunes compatriotes des Antilles, souvent désabusés ou complètement aliénés par une forme de complexe. Pour ces jeunes l'idée même d'indépendance s'était éteinte : les chaînes étaient passées des pieds à la tête.

Il n'y a pas de petit peuple. Non, comme tant d'autres, la Tunisie est un grand pays de luttes, elle a toujours été mûre pour la liberté comme tous les peuples. Elle continue aujourd'hui la lutte initiée par exemple le 22 janvier 1952 lorsque les grèves et manifestants ont éclaté dans tout le pays face au colonialisme français qui a duré 75 ans de façon directe, une lutte réprimée dans le sang ( l' « aide sécuritaire » s'appelait à l'époque l'Armée française et la Main rouge) et qui se terminait le 20 mai 1956, jour de la proclamation de l'indépendance formelle .

Après avoir chassé hier les colons, le peuple chasse ses héritiers d'aujourd'hui, ceux qui se servent en servant les grandes puissances impérialistes. Tous les acquis sociaux et politiques arrachés alors ont été détruits par la couche au pouvoir qui est devenue une bourgeoisie compradore de la pire espèce déjà sous Bourguiba, à plus raison sous Ben Ali. La libéralisation de l'économie et l'endettement sous les auspices de la Banque Mondiale vont brader le pays dès les années 1970. En 1978, la grève générale est réprimée par le directeur de la sûreté nationale, il fait tirer sur la foule, le « jeudi noir » fait 200 morts. Ce directeur s'appelait Zine El Abidine Ben Ali !

Les sacrifices, les souffrances, l'exil, la prison, les tortures ont été le prix à payer pour avoir raison du dictateur. Ce que vit le peuple tunisien, c'est aujourd'hui une grande expérience révolutionnaire. Le jeune martyr tunisien Mohamed Bouazzizi, en s'immolant, a ouvert la voie à une révolte généralisée sans précédent. Elle a entraîné la fuite du dictateur Ben Ali. C'est l'illustration concrète d'une grande idée : ce sont les peuples, les masses qui font l'histoire et non les sauveurs suprêmes, les hommes providentiels ou les petites cliques comme le pense l'idéalisme bourgeois. Ce n'est pas seulement "la couche moyenne éduquée" dont tous les médias parlent qui a renversé le tyran mais toutes les masses populaires avec en première ligne les classes les plus pauvres.

Quels sont les mots d'ordre portés par les manifestants? « *Le travail est un droit, bande de voleurs* », « *Bas les pattes du pays, bande de corrompus* », « *Travail, liberté, dignité* », « *A bas le parti de la constitution (le RCD), à bas les tortionnaires du peuple* », « *Ben Ali lâche, le peuple ne se laisse pas faire* »... Ce sont des slogans qui concernent la plupart des pays africains et arabes. L'importance du soulèvement populaire est déjà en ce sens historique et international.

Bien sûr le renversement d'un pouvoir dictatorial détesté par un mouvement populaire donne aussi espoir à tous les luttes populaires dans le monde. Même ici en Europe. On le voit avec les politiques d'austérité contre lesquelles se battent les masses populaires en Grèce, en Angleterre, en Italie, en Espagne, en France. Elles sont menées pour satisfaire les appétits sans bornes d'une minorité au détriment des peuples. L'ennemi est commun. La solidarité internationale c'est l'unité contre cet ennemi.



Les peuples opprimés ont cependant des montagnes supplémentaires à déplacer pour se libérer : ils doivent faire face à la domination impérialiste, aux régimes compradores corrompus et aux survivances du féodalisme. En ce sens, la révolution dans les pays opprimés c'est la révolution nationale-démocratique, alors qu'en Europe la révolution sera directement socialiste ou ne sera pas. Comprendre cela, c'est comprendre que le monde actuel, sous le règne unique du capital, oppose des centres impérialistes dominants à des pays opprimés.

## **2. L'impérialisme français est le donneur d'ordre du régime criminel**

L'actuel directeur général du FMI, Strauss Kahn, virtuel futur candidat du PS, expliquait en 2008 que « *l'économie tunisienne va bien (...) jugement très positif du FMI sur la politique tunisienne (...) qui est un bon exemple à suivre* ». Ben Ali l'a décoré du titre de « Grand officier de l'ordre de la République ». Cette analyse et ce soutien à la dictature était partagée par tous les « partis de gouvernement » en France.

Durant le massacre des manifestants, Michèle Alliot-Marie, Ministre Française

des Affaires étrangères a déclaré le 11 Janvier 2011 à l'Assemblée nationale : « *Nous proposons que le savoir-faire qui est reconnu dans le monde entier de nos forces de sécurité permette de régler des situations sécuritaires de ce type. C'est la raison pour laquelle nous proposons aux deux pays [Algérie et Tunisie], dans le cadre de nos coopérations, d'agir en ce sens pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité* ». Complicité totale dans le crime. Ce qui a été peu relevé c'est qu'elle dit en substance « Nous, en France, nous savons tenir le peuple ». MAM fait la VPR d'une spécialité de l'impérialisme français. En réprimant les luttes sociales (quartiers populaires, CPE, mouvement des retraites) la France s'est dotée d'une arme de sécurité massive qu'elle affiche fièrement. Quel que soit le scandale de tels propos, Il ne révèle pas une bavure mais une question de fond.

La France impérialiste a toujours soutenue les armes à la main les régimes clients de sa zone d'influence. Sous cette aide active, les régimes sanguinaires de Mobutu au Zaïre, de Duvalier à Haïti, d'Hassan II au Maroc n'aurait pas tenu. Les transferts de fond de la famille ou du clan Ben Ali s'élève à 18 milliards de dollars, les avoirs sont dans des banques européennes. Ce qu'on voit avec de formidables retournements de veste, des revirements destinés à garder la mainmise sur la "transition". La France ne soutenait pas Ben Ali parce qu'il luttait contre l'islamisme, mais pour une cause moins idéaliste : celle des contrats juteux en tant que premier investisseur. Délocalisation de proximité pour le textile, d'industrie mécaniques : Valeo, Faurecia, EADS, Sagem. Les grands noms du CAC 40 s'implantent de Carrefour, à Danone, de Renault et dans le tourisme avec Fram, Club Med, Accor. Ben Ali était le seul dirigeant à promouvoir le Traité de la Méditerranée, qui laisserait le Maghreb à la merci des capitaux occidentaux.

Les complicités individuelles et internationales doivent être rappelées. Démasquons les hypocrites nouveaux « soutiens » actuels, tout sourire, qui veulent sauver leurs grands et petits profits. Mais nous ne devons pas oublier que la brutalité principale est économique. Le capitalisme est né du monopole colonial. On ne doit pas laisser dans l'ombre que le niveau de vie, le confort, la démocratie, la paix relative ici provient du pillage des peuples. Personne ne l'assume en France. Au contraire l'anticolonialisme en France ne s'est affirmé non pas avec mais contre les partis de gauche (réformistes ou révisionnistes) surtout durant les guerres coloniales.

C'est d'ailleurs pourquoi l'AGEN propose la création d'un comité anti-impérialiste que l'on présentera suite au débat. La cause des peuples opprimés fait partie du combat révolutionnaire ici.

### **3. Les défis immédiats**

Le soulèvement actuel va-t-il être confisqué ? Le soulèvement révolutionnaire s'est-il doté d'objectifs et d'un programme pour en finir avec les racines de la dictature.

Que voit-on aujourd'hui ? La tentative de gagner du temps, de sauver le RCD parti de Ben Ali), de monter un gouvernement avec les mêmes dignitaires du régime Ben Ali, de jouer sur l'apaisement, la Constitution ou les relations internationales pour maintenir le même type de pouvoir. Mais le peuple tunisien ne lâche rien et refuse la mascarade. Pour l'instant les plans des cliques du pouvoir ont été déjoués. Ce qui est sûr c'est qu'un gouvernement

démocratique, populaire et anti-impérialiste ne peut venir en droite ligne des institutions du passé.

Tous les tenants de la « *transition démocratique* » creusent le tombeau du mouvement populaire car ils demandent de travailler avec les piliers, les complices et les valets du régime Ben Ali. En Tunisie, le Parti Communiste des Ouvriers (PCOT) souligne qu'il faut une assemblée constituante élue par le peuple dans des conditions de liberté et de transparence, après avoir mis fin à la tyrannie. L'adoption de mesures immédiates pour le monde du travail : la garantie du revenu, de la santé et la reconnaissance immédiate du syndicalisme de base et indépendant des précaires et de chômeurs.

Pour que cette perspective existe il faudra que le peuple crée ses propres instruments. La lutte spontanée a été puissante, le contre-pouvoir populaire indomptable. Mais la limite du spontanéisme va devenir criante : il faut un plan de bataille, des organisations et plateformes populaires qui permettent de maintenir les exigences du peuple tunisien. Cela n'existe pas encore mais nous envisageons l'avenir avec optimisme révolutionnaire car les peuples inventent sans cesse leur propre chemin pour se libérer.

## Transcription de l'intervention de Maître Habib à notre meeting de solidarité avec le Peuple Tunisien (20/01/2011).

D'abord, je me présente : Habib. B, ancien étudiant à Nanterre. Actuellement, je suis avocat, inscrit au barreau de Tunis.

Militant politique de gauche, je suis aussi activiste et défenseur des droits de l'homme.

D'abord, je tiens à saluer les camarades de l'AGEN qui ont organisé ce meeting de soutien au soulèvement du Peuple Tunisien. Ce qui prouve de nouveau leur engagement anti impérialiste et notamment leur lutte contre l'impérialisme français. Qu'ils soient donc remerciés.

J'interviens, ici, pour apporter un témoignage sur la Révolution Tunisienne en marche.

Commençons, tout d'abord, par lever un malentendu : vous n'entendrez pas dans ma bouche les mots « révolution des jasmins » tant usité ces derniers temps par les médias pour parler de la Tunisie. Car, si chaque révolution doit avoir ses spécificités, la Révolution Tunisienne est, avant tout, une intifada populaire c.à.d. une révolution qui a fait lever tout un peuple et qui est toujours en marche.

Vous l'avez compris, les raisons de ce grand soulèvement populaire ne peuvent donc être recherchées qu'en liaison avec les contradictions qui traversent la société tunisienne. Mais, évitons aussi d'autres raccourcis en la comparant, comme le font certains, aux soulèvements qu'ont connu les anciens pays socialistes, à ceux qu'a connu le Portugal, ou encore aux événements qu'avait connus l'Irak au siècle dernier. Le contexte international est totalement différent puisqu'il n'existe plus et depuis fort longtemps de pays socialistes.

Aujourd'hui, nous vivons à une époque caractérisée par une domination sans partage de l'impérialisme sur les peuples. Or, en puisant dans l'escarcelle conceptuelle de la « pensée unique », certains préfèrent parler de « mondialisation », contribuant ainsi, aux confusions qui ne peuvent que profiter aux dominants.

Pour nous, l'impérialisme n'est pas un concept abstrait. Pour nous, l'impérialisme c'est un système politique économique et idéologique. C'est le capitalisme monopoliste arrivé à son stade ultime. En effet, c'est ce système qui est entrain d'agoniser sous nos yeux et qui dans ses derniers soubresauts provoque les régressions, la mort et les guerres. C'est ce même système qui est responsable, ici et maintenant, de la montée du fascisme. Et là-bas, de l'autre côté de la méditerranée, de la fabrication et du maintien des dictateurs et des dictatures.

Disons le clairement : sans l'impérialisme américain et français il ne peut pas y avoir en Tunisie de dictateurs aussi abjects (comme Bourguiba ou Ben Ali.), ni de régime aussi sanguinaire ; et pourtant le plus souvent décrit comme un modèle de « démocratie » et de « développement » dans la région.

Mais, se contenter de parler de dictature et de dictateurs ne suffit pas à comprendre ce qui se joue actuellement en Tunisie.

Car, au-delà de ses dérives mafieuses tant décriées, au-delà de la domination de ses clans criminels sur des millions de tunisiens, ce régime est avant tout le représentant fidèle et le porte-voix des classes réactionnaires en Tunisie. En effet, comme pour toute société, l'histoire de la Tunisie moderne est une histoire de lutte des classes. En Tunisie : il y a d'un côté le camp du peuple constitué par les ouvriers, les paysans pauvres, les classes moyennes et la petite bourgeoisie. Et de l'autre côté, les grands propriétaires terriens et la grande bourgeoisie. Ce sont ces classes qui constituent le socle du régime Ben Ali. Pour ceux qui veulent bien ouvrir les yeux, l'existence de ces classes et leurs liens avec l'impérialisme mondial sont évidents. En Tunisie, ce sont les grands monopoles français, américains, allemands, italiens et portugais qui ont soutenus à bout de bras Ben Ali. Derrière les déclarations d'amitié d'un Sarkozy, d'un Chirac ou d'un Mitterrand à ce régime, ou la bavure d'une Alliot-Marie, il y a bien des intérêts économiques bien établis. De même, derrière les accords de coopération avec l'UE, il y a aussi ces mêmes intérêts économiques que l'on cherche à nous cacher. Bref, sans l'impérialisme, sans l'intrusion des grands monopoles comme Orange, Bouygues, Bnp, Carrefour et autres dans la vie du pays il n'y aurait pas de dictateur ni de dictature. En définitive, comme vous le voyez, le régime de Ben Ali est un régime réactionnaire qui représente bien la dictature des grands bourgeois tunisiens en liaison avec les monopoles impérialistes occidentaux. Et c'est bien cette vérité que certains cherchent encore à nous cacher.

La révolution Tunisienne en marche n'a pas commencé avec le martyr de Mohamed Bouazizi ; même si cet acte héroïque doit être considéré comme la goutte qui a fait déborder le verre. En effet, le peuple tunisien n'a pas cessé de lutter depuis 1956, c'est-à-dire depuis l'instauration du néo-colonialisme en Tunisie. Les révoltes les plus connues sont celles du mouvement étudiant de 1972, la révolte populaire de 1978, le soulèvement de Gafsa de 1980 et les émeutes dites du pain de 1984. Le coup d'état de Ben Ali du 7 novembre 1987 a clos un cycle mais il n'a jamais pu achever les luttes du peuple tunisien. Pour preuve, en 2008 les luttes grandioses du bassin minier du Centre-Ouest ont duré plusieurs mois obligeant le régime à déployer tout son appareil répressif (policier-militaire-judiciaire) dans cette région pour venir à bout de ce soulèvement populaire. Mais, malgré un huis-clos de circonstance, ces événements annonçaient à leur manière les futurs séismes. Ainsi, l'actuelle intifada du Peuple Tunisien ne peut être compréhensible si on la dissocie de toutes ses luttes. Donc, nul besoin de retracer une chronologie exhaustive pour affirmer, ici, ces quelques vérités.

La première d'entre elles c'est que Ben Ali est tombé car son régime est devenu synonyme d'instabilité pour les centres impérialistes. Les quelques ouvrages qui ont fleuri ces dernières années comme « la Régente de Carthage » ou les livraisons de Wikileaks sur la Tunisie, décrivent dans le détail, les rouages de la dictature et ses dérives mafieuses. Ainsi, par exemple, l'ancien ambassadeur des USA peut-il annoncer, et sans même s'embarrasser de l'habituel verbiage diplomatique, la chute du dictateur. Mais c'est la révolte généralisée du peuple commencée d'abord dans les régions les plus pauvres (le Centre Ouest et le Sud de la Tunisie) qui aura raison de ce régime. Dans ces conditions, il ne restait au lâche que la fuite éhontée. Dès ce moment, les événements allaient s'accélérer et le peuple longtemps considéré comme « amorphe » et « arriéré » occupera les devants de la scène. Ainsi, après avoir scandé « du pain de l'eau mais pas de Ben Ali » il s'engouffrera dans le vide du pouvoir ou de ce qui reste de l'autorité de l'Etat pour scander « du pain de l'eau mais pas du RCD ». Vous l'avez compris les nouveaux « sauveurs » du peuple ne seront pas les bienvenus. Désormais, le peuple considère l'épuration de l'appareil d'Etat comme l'acte fondateur de la future République. Les événements vont encore s'accélérer et sous la pression de la rue le gouvernement dit « d'union nationale » se fissure 24 heures après sa constitution. Les trois

membres appartenant à l'UGTT ainsi que trois autres « indépendants », préfèrent démissionner. Quant à l'autoproclamé « représentant » de la jeunesse tunisienne, le citoyen-blogueur, il préférera se maintenir et se présentera sur internet comme « citoyen - entrepreneur ». Les internautes choqués l'appellent désormais Slim 404 faisant allusion à Amar 404 ; sobriquet inventé pour nommer la censure sous le régime du président déchu.

Enfin, quelques réflexions sur les forces politiques qui se sont mis en branle pour affronter la nouvelle situation en Tunisie.

1. Le camp de la contre-révolution est représenté par les dirigeants du gouvernement dit d'union nationale, c'est-à-dire tous ceux qui occupent les portefeuilles stratégiques dans ce gouvernement. Malgré les compétences et l'expertise internationale affichée, ils ne peuvent être que les porte-voix de l'ancien régime. En réalité, Ils sont les représentants des grands bourgeois tunisiens et les garants intrépides des options impérialistes en Tunisie.

2. Les quelques figures de l'opposition sociale-démocrate (tels Nejb Chebbi et son PDP) : ils jouent dans ce gouvernement le même rôle que jouait l'ancienne opposition légale sous le régime du président déchu. A l'évidence, malgré leur posture ultra démocratique, ils n'auront d'autre mission que celle de tenter d'embellir le visage hideux de la réaction.

3. Les forces de Gauche : Ce que nous appelons la Gauche, ce sont tous ceux qui refusent les mécanismes de l'oppression et de l'exploitation que produit le système politico-économique mis en place en Tunisie. En l'occurrence, ce sont ceux qui s'opposent à la mainmise de l'impérialisme et qui s'affrontent à ses laquais tunisiens. Les porte-paroles de cette gauche, sont aujourd'hui présents massivement dans l'UGTT, dans les structures dites de la société civile et de la défense des Droits de l'Homme (avocats, juges indépendants, femmes démocrates ...). Toutefois, l'handicap essentiel de cette gauche réside dans ses divisions récurrentes. Pour affronter la situation, elles est condamnée à chercher le plus rapidement possible, une plateforme politique, afin de pouvoir formuler les mots d'ordre justes, de mobiliser et de politiser les masses populaires en action. En effet, la politique a horreur du vide, puisque les ennemis savent aussi qu'il est fondamental de pouvoir compter sur les masses pour faire passer leur plan. La démission des représentants de L'UGTT de ce gouvernement, indique que cette option demeure essentielle, à condition de clarifier publiquement les enjeux politiques.

1. Définir clairement en termes de classes les deux camps antagonistes : le camp du Peuple et celui des ennemis.

2. Continuer à s'opposer avec énergie au gouvernement fantoche et à ses plans de régression en s'appuyant sur les masses populaires. Et ce jusqu'à sa chute.

3. Appeler à un gouvernement d'urgence regroupant toutes les forces politiques, syndicales et associatives qui avaient participé à faire chuter le dictateur. Et qui revendiquent désormais le démantèlement de tous les rouages de la dictature.

4. Appeler et se mobiliser autour du mot d'ordre « Pour une Constituante ». Cette assemblée aura pour objectif de reformuler les règles constitutionnelles et électorales pour de futures élections démocratiques en Tunisie.

**Vive la lutte du Peuple Tunisien pour une République de  
Nouvelle Démocratie**

**A bas l'impérialisme et ses laquais.**

**Vive la solidarité internationale des peuples.**



## Petit témoignage de la grande révolution tunisienne

*Yazid, un ancien étudiant de Nanterre, était à Tunis pendant la semaine qui a précédé le départ du président Ben Ali. Il fait le récit, au jour le jour, des événements qui ont ébranlé le pays. Manifestations, répression et violences... Retour sur cette décisive.*

Chers tous,

Voici un petit témoignage de ce que nous avons vécu en Tunisie du 7 au 16 janvier 2011. L'émotion étant encore intense, vous me pardonnerez un récit un peu déconstruit et qui omettra certainement de nombreux épisodes tant ces quelques jours ont été riches. Je ne m'aventurerai pas non plus à une tentative d'analyse ou de prévision politique, étant moi même comme beaucoup d'autres tunisiens, encore dans l'expectative, partagé entre espoir et crainte.

Nous sommes arrivés à Tunis avec mon frère vendredi 7 janvier. L'atmosphère qui régnait à Tunis ce soir là était loin de présager l'accélération des événements que nous allions connaître les jours suivants. La population était attentive à ce qui se déroulait en province, mais la capitale n'avait pas été, jusque là, témoin d'affrontements ou de soulèvement populaire de masse avec les forces de répression de Ben Ali, hormis différents rassemblements regroupant essentiellement des syndicalistes, avocats et autres militants.

Le premier tournant a véritablement eu lieu lors du week-end des 8 et 9 janvier, en raison de l'escalade de la violence ayant laissé une hécatombe, atteignant une trentaine de morts dans plusieurs villes du pays.

**Lundi 10 janvier** : Les tueries de la veille ont rapidement échauffé les esprits à Tunis et de nombreux lycées et universités ont vu sortir de nombreuses manifestations. Pour la première fois depuis le début du soulèvement, nous avons assisté à l'explosion de la colère, avec des jeunes n'hésitant plus à défier la police, notamment à l'université 9 avril. Face à l'aggravation de la contestation à Tunis, les autorités ont annoncé un discours du président le soir même. Ben Ali a alors tenu un discours menaçant, insultant l'intifada en la qualifiant d'acte de terroristes à la solde d'agents étrangers. Pris en flagrant délit de criminalisation et de mensonge, ce discours n'a fait qu'échauffer encore plus les esprits, ce qui a abouti à la fermeture des établissements jusqu'à nouvel ordre.

Avec mon frère nous passons la plupart de nos journées entre 7ay ibn khaldoun et Mégrine 7ay Chaker (quartiers périphériques de Tunis) avec la famille et les jeunes du quartier. On sent de la tension dans l'air, l'explosion est proche. De plus en plus les langues se délient. Au-delà des revendications sociales et des réformes mensongères annoncées par Ben Ali auxquelles personne n'a cru (300000 emplois pour les diplômés etc.), l'objectif politique devient clair et ciblé : chasser les Trabelsi et les pièces maitresses du système. Mais en ce début de semaine, le départ potentiel de Ben Ali reste inimaginable.

**Mardi 11 janvier** : Cette journée marque un tournant dans la ville. Nous descendons avenue Bourguiba à Tunis. Le centre ville est tout simplement bourré flics, des cars remplis de CRS,

civils inondant les terrasses de café. Le gaz lacrymogène est encore dans l'air en raison de l'attaque opérée par les flics contre un rassemblement d'artistes. Nous ne nous attardons pas et rentrons dans le quartier. Peu après, on apprend que d'autres quartiers proches du notre, se sont enflammés (7ay Tadhamon et 7ay el intilaq). Pour la première fois les quartiers populaires de Tunis entrent en action. Très vite cela se propage. Il y a effectivement certains cas de pillages et destructions mais la violence est essentiellement dirigée contre les représentants et symboles du pouvoir. Pour la première fois, on pense qu'une vraie révolte généralisée peut avoir lieu à Tunis et aboutir à des résultats historiques.

**Mercredi 12 janvier** : Les affrontements dans les quartiers populaires se propagent. On apprend en fin de journée l'instauration du couvre feu à partir de 20h. Avec la famille et les jeunes du quartier nous décidons d'aller faire quelques courses pour tenir la nuit, voire les jours suivants. Il n'y a déjà plus de pain ni de lait. Les affrontements éclatent dans le quartier. Nous prenons du gaz en pleine tête et la fumée des incendies envahit tout. Avec les jeunes on reste dehors, en attendant 20h.

Le couvre feu a commencé. Nous restons ensemble dans un hall d'immeuble. Un des jeunes a réussi, via une vieille radio pourrie, à se brancher sur les ondes du commissariat central. On entend les flics ordonner à leurs hommes de se déployer dans tel et tel endroit. En dépit du couvre feu, de nombreux quartiers affrontent la police. L'histoire semble être en marche, et ne plus s'arrêter avant une décision ou des mesures historiques.

**Jedi 13 janvier** : Les affrontements ont gagné le centre ville. Avec mon frère nous allons chez les cousins à Montfleury et Essaida. Les tirs sont incessants et plusieurs explosions. Grace à Facebook on apprend que les tirs à balles réelles ont fait plusieurs morts la veille et à ce moment même, notamment dans le quartier Lafayette (centre ville) et rue de Lyon. La ville étant en train de s'embraser, on apprend que le président va annoncer un discours historique le soir même.

**Soirée de jeudi 13 janvier** : Peu avant le couvre feu nous sortons avec ma cousine pour nous ravitailler (à Essaida). On voit un spectacle étrange dehors. Plusieurs groupes de jeunes et moins jeunes sont rassemblés. Certains sont des flics bien connus, d'autres des jeunes du Parti. En rentrant à la maison on les observe par la fenêtre. Ils préparent quelque chose. Le couvre feu a commencé et ils sont encore dehors. Le fameux discours est terminé. Nous sommes dépités. A ce moment là, nous sommes dans le doute et la déception. Nous ne savons pas si la révolte va continuer et ce pour 3 raisons :

- Ben Ali a ordonné de cesser les tirs à balles réelles et répondait ainsi à une des demandes prioritaires de l'opposition

- En annonçant la baisse des prix des produits de base, nous avons peur que certains tunisiens jugent cette décision hypocrite, comme répondant à une attente concrète légitime et immédiate.

- En annonçant qu'il ne se présenterait pas en 2014, de nombreux opposants ont décidé de participer à un débat impliquant le RCD sans imaginer un départ possible de Ben Ali.

On apprend ensuite que des "centaines de milliers" de personnes sont sorties soi disant spontanément pour acclamer Ben Ali (en réalité quelques dizaines dans le cadre d'un plan de com déjà préparé). Cela expliquait le va et vient des gens que nous observions.

On essaie de se renseigner sur la réaction du peuple, mais l'atmosphère a l'air horriblement calme. Puis vers 23h, l'espoir revient :

- Au Kram, à Tunis, à Gasserine, Talla et ailleurs, des gens sortent pour réclamer le départ de ZABA.

-Plusieurs voitures (de location) des soi disant fêtards ont été retournées.

- L'absence d'allusion claire au clan Trabelsi, pourtant un des nœuds du problème, montrait que les réformes annoncées n'étaient que de la poudre aux yeux. Une seule question à ce moment là : le rejet du discours sera t il massif le lendemain?

Nous partageons les appels à manifester avenue Bourguiba.

**Vendredi 14 janvier** : Il est 9h. Mes cousins et cousines démarrent vers l'avenue Bourguiba pour demander le départ de ZABA. Avec mon frère nous décidons d'aller faire un tour dans le centre, à la Kasba. La ville est vide, signe que la grève est largement suivie. C'est bon signe. Nous arrivons à Bab Jdid qui a été la veille le théâtre d'une violente répression. Beaucoup de bâtiments sont brûlés, les jeunes sont tous dehors. Par terre, de nombreuses grandes flaques de sang à peine séché. La nuit a été violente. La promesse de ZABA de ne pas utiliser de balles réelles n'a été que du vent. Nous nous dirigeons vers un dispensaire tout proche. Les blessés s'entassent dans une ambiance ensanglantée. Les jeunes sont nombreux. On sort un martyr, la colère est énorme et on sent que la population est prête à aller au bout. Nous avons notre avion à 15h05 et devons rentrer nous préparer. La manif de l'avenue Bourguiba est pour l'instant calme. Nous rentrons dans le quartier nous préparer au départ. Nous apprenons à ce moment là que notre avion est reporté à 19h le soir même.

La manif de l'avenue Bourguiba commence à se remplir. Mais un événement va accélérer la donne. EN début d'après midi, les fameuses baisses des prix sont annoncées. En moyenne 20 centimes de moins sur les produits de base. Même les plus "khobzistes" des tunisiens (ceux qui pensent essentiellement à manger et voyant la politique comme secondaire) se sentent définitivement trahis et sont déterminés à ne plus se laisser berner. La manif avenue de Bourguiba prend encore de l'ampleur et en milieu d'après midi les forces de répression commencent à attaquer les manifestants. Des gaz sont tirés et les coups pleuvent. Dans d'autres quartiers pas loin de chez nous les tirs à balles réelles reprennent et tuent.

Le départ de ZABA : A 17h les jeunes du quartier nous accompagnent à l'aéroport où nous apprendrons l'annulation de notre vol et l'instauration de l'état d'urgence. Sur la route de l'aéroport légèrement en hauteur, on aperçoit aux 4 coins de la ville des nuages de fumée. Partout sur la route les jeunes sont dehors, prêts à manifester et à affronter les forces de police qui ont curieusement disparu. Le couvre feu commence dans 30 minutes et nous sommes revenus dans le quartier. On apprend par la télé qu'un événement important va être annoncé. Le doute n'est plus de mise et la nouvelle du départ de Ben Ali se repend. Quelques minutes plus tard, nous voyons s'approcher de nous des dizaines de jeunes armés de couteaux de cuisine et venant des quartiers alentours (7ay fransa, 7ay el intilaq etc..). Ils nous disent alors que des milices, inconnues des quartiers brûlent, pillent et attaquent les gens. Si jusque là nous avons en effet assisté à des scènes de destruction faites parfois par certains jeunes du quartier, les informations qui nous parviennent laissent penser à un tout autre problème. Dès vendredi soir, après la destruction de la gare de Tunis et l'attaque d'hôpitaux, tout le monde a compris que ces milices sont des anciens prisonniers et policiers à la solde de Ben Ali. Qu'il s'agit d'une stratégie prévue depuis longue date et qui vise à deux objectifs distincts :

1) Instaurer la terreur parmi une population qui en viendra, à terme, à supplier Ben Ali de revenir la sauver.

2) La politique de la terre brûlée, partir et instaurer la guerre civile. Avec les jeunes du quartier nous décidons de nous organiser et de monter la garde. On se coordonne avec les autres quartiers et les familles. Certains prennent position sur les toits pour voir venir les étranges milices.

Le 1er ministre a annoncé le départ de Ben Ali. En même temps le soulagement, mais l'amer sentiment qu'il reste la moitié du travail à faire pour virer Ghannouchi et appliquer l'article 57 de la constitution. On se demande alors combien de semaines et de morts faudra t il encore.

Les agressions se multiplient. J'ai mes cousins au téléphone à Mégrine, Morouj et partout les mêmes récits : des individus à bord de camionnettes et voitures de location, armés attaquent la population et les biens. Nous voyons alors au loin trois pick up approcher et nous mettons au milieu de la rue. Ils ralentissent et font demi-tour. Prévenus, les camarades plus bas parviendront à retourner une de leur voiture. L'armée permet aux jeunes de se déployer dans les quartiers mais leur demande d'être visibles et reconnaissables. Nous passerons la nuit sur le qui vive. Il est difficile d'expliquer par les mots le sentiment de fierté et l'émotion face à la solidarité qui s'est organisée face à la menace. Femmes, hommes, vieux et jeunes de quartiers en quartiers, tous solidaires et unis, s'aidant les uns les autres, se prêtant main forte et partageant les vivres pour tenir. Vraiment, la stratégie déployée par Ben Ali aura eu l'effet inverse, jamais les tunisiens n'auront été aussi soudés.

**Samedi 15 janvier** : C'est le grand soulagement. L'article 57 a été appliqué. Pour la première fois c'est la première sensation de victoire réelle. Malheureusement, la situation à l'extérieur ne permet pas d'explosion de joie. La violence des milices a redoublé. Face à l'organisation des comités populaires, les miliciens ont monté le niveau de violence en utilisant des balles réelles.

Nous devons retourner à l'aéroport. Nous disons au revoir à la famille et aux chbebs le cœur serré et inquiets pour les journées qui s'annoncent. A l'aéroport c'est un peu l'anarchie. Les gens sont stressés et ont peur pour leurs proches. Les douaniers et flics en uniforme ont disparu. Ce sont des gens en civil. L'aéroport est contrôlé par l'armée. Après 6 heures d'attente nous nous envolons pour Paris.

Comme une énième surprise à cette semaine historique, nous entendons le commandant de bord, qui par manque d'effectif n'a pas hésité à descendre avec le stewart pour remplir la soute à bagages lui même, nous souhaiter la bienvenue et se présenter : "Mohamed Ben Kilani". Le héros national ayant refusé de faire décoller, malgré la menace l'avion à bord duquel étaient rassemblés 6 membres du clan Trabelsi. Arrivés à Paris, nous l'avons remercié, embrassé et serré dans nos bras. Timide et gêné il nous a répondu : "C'est la moindre des choses"...

Il resterait encore plein d'anecdotes à raconter, mais ça viendra plus tard, et de vive voix... Continuons à suivre la situation avec espoir, malgré les craintes de demain.

En hommage à tous nos martyrs, nos blessés, à tous ceux, connus ou anonymes qui ont pris leur destin en main et suscité une vague d'espoir dans tout le monde arabe. Une seule question : A qui le tour ? J'ai ma préférence sur la question... la révolte des pharaons ;)



*Des Egyptiens manifestent devant l'ambassade de Tunis au Caire, brandissant des pancartes où l'on peut lire : «Révolution en Tunisie, demain en Egypte». Crédits photo : Ahmed Ali/AP*

